



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS
LOCALES
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du **29 SEP. 2020**

**portant mise en demeure à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin
de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral
du 14 novembre 2000 complété, en matière de :**

- reconstitution de banquette périphérique,**
 - cuvette de rétention,**
- pour son site de carrière de Hirtzfelden (68)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3272 du 14 novembre 2000 portant autorisation d'exploiter pour une durée de 30 ans (extraction de matériaux devant cesser trois mois avant l'échéance de l'autorisation ; remise en état devant être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation) ;

VU les actes administratifs délivrés antérieurement et notamment :

- arrêté préfectoral n° 2013-317-0008 du 13 novembre 2013 (prescriptions complémentaires : modification des conditions d'exploiter : phasage, emplacement des installations de traitement de matériaux, aménagements de biodiversité, traitement des eaux pluviales de ruissellement et surveillance, déchets, surveillance de la qualité des eaux souterraines, dispositions de remise en état, garanties financières de remise en état et échéance) ;
- lettre préfectorale du 25 novembre 2013 : bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 2517 (transit de matériaux) pour une superficie de 16 ha ;
- arrêté préfectoral du 30 juin 2015 portant autorisation de changement d'exploitant à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin ;
- arrêté du 5 décembre 2019 (prescriptions complémentaires : réalisation d'une étude de stabilité pour les terrains à l'Ouest de la berge Ouest de la partie en eau pour raison de profil de talus sous eau non réglementaire ; contenu et mise à jour du plan d'exploitation ; aménagements de biodiversité et suivi écologique ; dispositifs de traitement des eaux pluviales de ruissellement de surfaces imperméabilisées susceptibles d'être souillées et entretien ; surveillance de la qualité des rejets en sortie de décanteurs-séparateurs

d'hydrocarbures ; mesures de surveillance et entretien du bassin historique de décantation/infiltration) ;

- arrêté du 12 mars 2020 (prescriptions complémentaires : diminution de la production moyenne annuelle, modification du phasage d'exploitation, des montants de garanties financières de remise en état, de la remise en état, modification de la gestion des eaux de lavage de matériaux et des stériles d'extraction et d'exploitation, etc.) ;

VU la visite d'inspection du site le 19 août 2020 ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 8 septembre 2020 ;

Considérant que la banquette périphérique du 10 m de largeur n'a pas été reconstituée sur les terrains de proximité du sommet B comme cela était imposé au plus tard le 30 juin 2020, ce qui constitue une non-conformité à la prescription de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé ;

Considérant que l'unité de dosage de floculant pour les eaux de lavage de matériaux n'est pas associée à une cuvette de rétention réglementaire, ce qui constitue une non-conformité à la prescription de l'article 23-2 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (..) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est lieu-dit Ritty – 68730 BLOTZHEIM, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 14 et 23-2 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé pour sa carrière de Hirtzfelden, dans le respect des prescriptions qui suivent.

Article 2 : Distance de recul (banquette périphérique)

Au plus tard le 31 décembre 2020 et conformément aux prescriptions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé :

« (...), la partie de banquette de protection périphérique de 10 m de largeur sur les terrains de proximité du sommet B défini à l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation ainsi que son talus de raccordement au carreau de la carrière sont reconstitués, dans le respect des prescriptions de l'article 17-1 (pente de talus) de l'arrêté préfectoral d'autorisation, avec du matériau alluvionnaire issu de la carrière de Hirtzfelden. ».

Article 3 : Cuvette de rétention

Au plus tard le 31 décembre 2020 et conformément aux prescriptions de l'article 23-2 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé, s'agissant de la cuvette de rétention à associer à l'unité de dosage de floculant pour les eaux de lavage de matériaux :

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 l.

S'agissant plus particulièrement du stockage de flocculant et de l'installation de dosage de flocculant :

- le stockage de flocculant est situé sur aire imperméabilisée à l'abri des intempéries,
- l'unité de dosage de flocculant, présente à proximité des bassins de décantation d'eau de lavage de matériaux, est située sur aire imperméabilisée à l'abri des intempéries,
- le stockage et l'unité de dosage de flocculant sont associés à un volume de rétention imperméable conforme aux règles de dimensionnement définies au présent article (s'agissant notamment du volume de solution de flocculant présent au sein de cette unité de dosage) empêchant tout écoulement de produit à l'extérieur du local. ».

Article 4 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, lieu-dit Ritty – 68730 BLOTZHEIM.

À Colmar, le **29 SEP. 2020**

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

